Pourquoi *Cultures & Conflits* s'arrête (un peu)

Comité de rédaction

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/conflits/21312>

DOI : 10.4000/conflits.21312

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 7-10

ISBN : 978-2-343-20505-2

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Comité de rédaction, « Pourquoi *Cultures & Conflits* s'arrête (un peu) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 116 | hiver 2019, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 02 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/21312> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.21312>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Pourquoi *Cultures & Conflits* s'arrête (un peu)

Par le Comité de rédaction

Difficile, en ces jours de mai 2020 de parler d'autre chose, de penser à autre chose qu'à l'épidémie de coronavirus (COVID-19), qui continue à rava-ger des pays et des continents entiers. Aux centaines de milliers de victimes, s'ajoutent une vaste dégradation de l'activité économique et de l'emploi, une réduction drastique des mobilités internationales et le renforcement du contrôle et de l'arbitraire administratif et policier. L'urgence sanitaire consti-tue également une occasion pour relancer un vigoureux débat sur les formes et les formats des États sociaux et sur les modalités de leurs interventions. Autant de sujets qui intéressent *Cultures & Conflits* et que la revue ne man-quera pas d'explorer à l'avenir ¹.

Mais avant de dresser un bilan plus complet de cette crise, on constate déjà qu'elle a incontestablement freiné l'activité scientifique. La quasi-totalité des colloques, des séminaires ou des congrès ont été annulés ou reportés. Les conditions propices à la réflexion ont également pu être altérées par la mala-die, la préoccupation pour les proches, les difficultés sociales et économiques (notamment pour les plus précaires), ainsi que par les inégalités que le confi-nement exacerbe.

Pour autant, ce ralentissement n'est pas seulement imputable au COVID-19 et aux mesures qui ont été prises pour le juguler. Il résulte également en France des mobilisations antérieures de la communauté universitaire et scien-tifique, qui depuis la fin de l'année 2019 s'oppose à la réforme des retraites et au projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). Ce dernier propose en effet dans ses documents préparatoires d'appliquer et d'in-tensifier dans le monde de l'enseignement supérieur et la recherche les logiques de bureaucratisation néolibérale caractéristiques des réformes

1. Rappelons qu'en 2019, la revue a consacré deux numéros (n°112 et n°113) à « L'État d'ur-gence en permanence », qui étudiaient différentes figures de cette gouvernamentalité particu-lière.

contemporaines de l'État : compression du personnel statutaire et des budgets, essor de la contractualisation, renforcement des chaînes hiérarchiques, fétichisme des indicateurs de performance, etc.² Des logiques dont la crise sanitaire actuelle a par ailleurs bien montré les effets funestes, à l'hôpital comme ailleurs.

Ainsi, bien avant le confinement, les universités ont alterné les périodes de fermeture et les enseignements alternatifs et nombre de laboratoires de recherche ont suspendu leurs productions ou les ont réorientées vers le soutien au mouvement social. De leur côté – une première dans l'histoire scientifique – cent cinquante-cinq revues de sciences humaines et sociales, dépassant leurs différences disciplinaires ou épistémologiques, se sont déclarées « en lutte ». Elles ont interrompu ou bouleversé leurs cycles ordinaires de travail, participé à des assemblées générales et défilé dans la rue.

Parmi les différentes modalités de ces mobilisations, *Cultures & Conflits* a choisi, avec *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, *Politix* et une vingtaine d'autres revues, de publier un numéro blanc.

Est-ce parce que nous n'avons plus rien à dire ? Certainement pas. Ces pages blanches constituent d'abord une alerte. Une alerte sur les multiples dangers que font peser les réformes actuelles sur le monde des revues. Une alerte sur des politiques qui minent inexorablement la recherche, en affectant ses conditions de possibilité. Et pour montrer ce qui pourrait ne plus être, ce qui pourrait disparaître, quel symbole plus parlant que des pages blanches ?

Mais faire un numéro blanc, c'est aussi s'arrêter, au moins un moment. Un geste irrévérencieux dans un contexte marqué par des injonctions à la productivité et dans lequel sourdent des volontés d'ériger la bibliométrie en étalon ultime de la crédibilité scientifique. S'arrêter représente donc un acte politique. Une offense à la raison bureaucratique néolibérale dont l'une des ruses consiste à utiliser les revues comme un outil d'évaluation des chercheurs et des enseignants chercheurs, tout en transformant à ce point les conditions d'exercice de leur métier qu'ils sont de moins en moins disponibles pour faire fonctionner ces mêmes revues... Le travail gratuit des *referees*, des relecteurs, des comités est en effet chronophage, invisible et peu compatible avec les logiques d'évaluation individualisantes esquissées dans les rapports préparant la LPPR. Quant aux secrétariats de rédaction, ils restent souvent dépendants d'emplois ou de financements publics qui n'ont eu de cesse de se tarir au fil des années. Alors, peut-on sérieusement faire comme si rien ne se passait, alors que l'économie générale du travail scientifique est en question ?

2. Hibou B., *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012. Voir également Bonelli L., Pelletier W., *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse*, Paris, La Découverte, 2010.

S'arrêter, c'est aussi se donner la possibilité de réfléchir collectivement au fonctionnement et au rôle des revues, en dégageant du temps pour confronter des points de vue, au sein des comités de rédaction, lors d'assemblées générales des revues mobilisées et lors du parlement des revues qui se tiendra à l'automne 2020.

En effet, faire une revue, ce n'est pas seulement juxtaposer des textes, même de qualité. Lors de sa création, il y a presque trente ans, *Cultures & Conflits* se proposait d'abolir les frontières, tant disciplinaires que géographiques, pour analyser les différentes expressions de la conflictualité depuis les guerres, les révolutions, la répression d'État ou d'autres formes de violence labellisées comme « terrorisme », « criminalité mafieuse », « guérilla », « émeutes urbaines », jusqu'aux formes plus subtiles – mais bien réelles – de violence symbolique : domination culturelle, effets de discours et de langage. Au fil des années, ce qui apparaissait comme une « aventure intellectuelle »³ a été couronné de succès. La revue a progressivement trouvé sa place dans le champ académique et affirmé son identité, tant par les objets qu'elle traite que les approches qu'elle promeut (la sociologie politique de l'international, par exemple). Dans le respect des normes scientifiques (le *peer reviewing* notamment), elle a veillé à refuser la standardisation de la forme et du fond des articles. Ainsi, elle ne se plie pas nécessairement à la norme des « 50 000 caractères espaces compris » et accepte – quand cela s'avère justifié – des textes de taille inusuelle. De la même manière, elle admet des articles construits sur un autre modèle que le triptyque « état de la littérature, présentation des données, discussion », qui constituent désormais un standard de plus en plus répandu dans les sciences sociales⁴. Enfin, elle n'hésite pas à solliciter ou à publier des auteurs qui engagent leurs compétences professionnelles (leur *scholarship*) dans une analyse critique des phénomènes sociaux.

Mais ce type de position n'est possible que parce que la revue s'inscrit dans un espace des revues, qui participe en permanence à la (re)définition des canons scientifiques acceptables. Comme l'expliquait Pierre Bourdieu, citant Karl Popper, « la science et l'objectivité scientifique ne résultent pas (et ne peuvent pas résulter) des tentatives d'un savant individuel pour être "objectif", mais de la coopération amicalement-hostile de nombreux savants. L'objectivité scientifique peut être décrite comme l'intersubjectivité de la méthode scientifique »⁵. Cette dimension profondément relationnelle de la science explique que rien ne soit figé une fois pour toutes, que les débats scientifiques soient évolutifs. Et dans ce processus, les revues jouent un rôle cen-

3. « Éditorial », *Cultures & Conflits*, n°1, hiver 1990, p. 5.

4. Voir l'article collectif « The Art of Writing Social Sciences: Disrupting the Current Politics of Style » dans la nouvelle revue semestrielle *Political Anthropological Research on International Social Sciences PARISS*, 1, 2020, qui prolonge *Cultures & Conflits* en anglais. <https://brill.com/view/journals/pari/pari-overview.xml?language=en>

5. Bourdieu P., *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir éditions 2001, p. 162.

tral. Elles ont même pu être qualifiées de « *gate-keepers of science* ⁶ », imposant aux auteurs les normes légitimes du travail scientifique, qu'ils doivent intérioriser pour pouvoir être publiés. Mais on aurait tort de penser qu'il s'agit seulement de questions méthodologiques : le contrôle porte aussi sur les objets et les types de questionnement acceptables à un moment donné. C'est dire le rôle que les revues jouent, sans toujours s'en rendre compte, dans la structuration des rapports entre savoir et pouvoir.

Or une épistémologie critique n'est possible qu'au sein d'un espace de revues suffisamment large et pluraliste pour permettre l'expression de points de vue divers. Ce qui ramène inévitablement aux conditions de possibilité d'un tel espace (en termes humains et matériels notamment), aux questionnements sur les types de savoirs qui méritent d'être produits et diffusés et à quelle fin. Autant de sujets que l'arrêt momentané de l'activité de revues comme *Cultures & Conflits* permet de discuter plus sereinement.

Que l'on ne s'y trompe pas, ce choix est coûteux, puisqu'il réduit d'un quart le nombre de contributions publiées dans l'année, qu'il retarde la publication des articles et allonge les files d'attente pour les prochains dossiers. Mais nous restons convaincus que les lecteurs de la revue le comprendront. Ils trouveront dans les pages qui suivent un texte rédigé par l'ensemble des revues en lutte, qui leur permettra de mieux comprendre les enjeux de cette mobilisation. Une version en anglais et en espagnol sont également disponibles, car cette réflexion mérite d'être portée hors des frontières hexagonales, même si les configurations des mondes académiques peuvent être différentes.

Ce numéro – presque – vide constitue un objet unique. Il marque un moment de l'histoire intellectuelle dans lequel des chercheurs et des enseignants-chercheurs se sont arrêtés pour protester contre des évolutions qu'ils considèrent néfastes pour leur travail et pour réfléchir collectivement au type de science qu'ils désirent pour l'avenir. Que ces pages blanches puissent être un support pour cette ambition.

6. Crane D., « The Gatekeepers of Science: Some Factors Affecting the Selection of Articles for Scientific Journals », *The American Sociologist*, Vol. 2, n° 4, 1967, pp. 195-201.